

INRICHTING	ADRES	PLAATS	CP	UITR WERK
INST PROV D' ENS SECOND PARAMEDICAL « LA SAMARITAINES »	RUE DE LA SAMARITAINE 14 uniquement l'implantation rue du puits communal 114	MONTIGNIES- SUR-SAMBRE FARCIENNES	6061 6240	4 665
INST. COM. D'ENS. SEC- LEON HUREZ	RUE BONNE ESPERANCE 1	LA LOUVIERE	7100	34 773
INSTITUT PROVINCIAL DE NURSING DU CENTRE	RUE E MILCAMP 13 BT 95 uniquement l'implantation rue des SCAILMONT 56	LA LOUVIERE MANAGE	7100 7170	7 305
LYCEE TECHNIQUE PRO- VINCIAL MAURICE HERLE- MONT	RUE PAUL PASTUR 1	LA LOUVIERE	7100	17 011
INSTITUT PROVINCIAL D' ENSEIGNEMENT CHARLES DELIEGE	RUE DES ARCHERS 12	BINCHE	7130	27 537
LYCEE TECHNIQUE PRO- VINCIAL RICHARD STIEVE- NARD	ROUTE DE VALENCIENNES 58	HORNU	7301	16 113
LYCEE PROVINCIAL ALBERT LIBIEZ	AVENUE FENELON 48	PATURAGES	7340	13 358
INSTITUT COMMUNAL D'ENSEIGNEMENT SECON- DAIRE	DOMAINE DU PARC GRAND PLACE	QUAREGNON	7390	16 378
TOTAL				565 198

Art. 4. De subsidies die lager zijn dan of gelijk zijn aan vijfduizend euro worden vanaf 1 september 2002 in een schijf uitbetaald.

Art. 5. De subsidies van meer dan vijfduizend euro worden uitbetaald in twee schijven respectievelijk van 80 % op 1 september 2002 en 20 % op 1 januari 2003.

Art. 6. Op het einde van de voorziene activiteiten en uiterlijk 30 september 2003 stuurt de inrichtende macht een activiteitenverslag naar de Commissie voor positieve discriminatie.

Art. 7. De inrichtende macht houdt gedurende vijf jaar een afzonderlijke comptabiliteit ter beschikking van de Verificatiedienst van de Franse Gemeenschap, waarin de gedetailleerde rekening van ontvangsten en uitgaven samen met al de andere originele bewijsstukken vervat zijn met chronologisch kerncijfers.

Art. 8. De inrichtende macht is ertoe verplicht elk niet opgebruikt bedrag aan de Franse Gemeenschap terug te storten alsook elke uitgave die niet overeenstemt met het register als bijlage of waarvoor de bewijsstukken op een andere subsidie betrekking hebben.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2002.

Brussel, 4 juli 2002

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE



F. 2002 — 3460

[C — 2002/29440]

17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, modifié par les décrets du 22 décembre 1997, du 17 juillet 1998 et du 11 juillet 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 janvier 1998, 16 juillet 1998 et 8 novembre 2001;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné les 18 décembre 2001 et 15 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné les 20 décembre 2001 et 17 juillet 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.786/4 du Conseil d'Etat donné le 16 janvier 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, est complété comme suit :

« 6°. Commission d'avis des projets locaux : organe d'avis tel que défini à l'article 12 du décret;

7°. fonctionnaire général : Directeur général dirigeant la Direction générale de la santé des services du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, la deuxième phrase du 1^{er} alinéa est modifiée comme suit :

« Sauf dans les cas où le présent arrêté en dispose autrement, ces avis ou propositions sont notifiés au Ministre dans les 45 jours suivant la date à laquelle le Conseil supérieur a été saisi du dossier. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. § 1^{er}. Il est inséré dans le même arrêté un chapitre II bis entre les chapitres II et III, intitulé comme suit :

« Fonctionnement de la Commission d'avis des projets locaux ».

§ 2. Il est inséré dans le même arrêté un article 5bis, rédigé comme suit :

« Article 5 bis. La commission d'avis des projets locaux est composée d'un représentant de chacun des centres locaux; l'organe de gestion de chaque centre local propose à l'approbation du Ministre un membre effectif et un membre suppléant, pour une période de deux ans; le membre suppléant ne siège qu'en cas d'absence d'un membre effectif.

La commission désigne ses Président et Vice-Président; le Vice-Président remplace le Président en cas d'indisponibilité de celui-ci.

Le Président, sur proposition de la commission, peut inviter ponctuellement un ou plusieurs experts extérieurs.

Le fonctionnaire général ou son représentant est invité à chaque séance de la commission.

La commission délibère valablement à la majorité des suffrages exprimés, pour autant que la moitié au moins des membres ayant voix délibérative soient présents.

Toutefois, ce quorum n'est plus requis pour les points de l'ordre du jour dont l'examen a été reporté parce que ledit quorum n'était pas atteint lors d'une séance précédente.

La commission d'avis des projets locaux établit son règlement d'ordre intérieur dans les trois mois de sa mise en place et le soumet à l'approbation du Ministre.

Il est alloué respectivement aux président, vice-président et membres de la commission une indemnité forfaitaire de 12,50, 10 et 9 euros par séance à laquelle ils assistent.

Les personnes visées ci-dessus ont également droit au remboursement de leurs frais de déplacement, suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicable au personnel de rang 10 des services du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 5. Il est inséré dans le même arrêté, un article 8bis rédigé comme suit :

« Article 8 bis. – Le Ministre peut, à la demande motivée du Conseil supérieur, proroger les délais qui s'imposent à celui-ci en vertu des articles 6 à 8. »

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pendant la période couverte par leur agrément et dans la limite des crédits disponibles, les Services communautaires et les Centres locaux bénéficient de subventions annuelles.

Ces subventions peuvent être utilisées :

1°. pour rémunérer le personnel recruté et engagé par le pouvoir organisateur du Centre local ou du Service communautaire en tant qu'employeur, suivant les barèmes en vigueur pour le personnel des services du Gouvernement à fonction et ancienneté équivalentes;

2°. pour rembourser les frais inhérents au personnel détaché; les modalités du détachement sont précisées dans une convention, dont le modèle est fixé par le Ministre; cette convention porte sur les tâches confiées au personnel détaché, le régime, les horaires et le lieu de travail, les droits en matière d'ancienneté pécuniaire, et le montant du remboursement suivant les barèmes en vigueur pour le personnel de la Communauté française à fonction et ancienneté équivalentes;

3°. pour couvrir les frais de fonctionnement; ces frais ne pourront être subventionnés que s'ils sont directement liés aux missions confiées; ils ne pourront dépasser 25 % des montants alloués, sauf dérogation motivée dans l'arrêté de subvention; en ce qui concerne les frais d'équipement, seul l'amortissement peut être imputé sur la subvention, dans les frais de fonctionnement. »

Art. 7. § 1^{er}. La première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 11 du même arrêté est modifiée comme suit :

« La subvention de base accordée à chaque Centre local de promotion de la santé est fixée à 80.565 euros, augmentée de 18.592 euros si le Centre local couvre plus d'un arrondissement et dispose, dans le ou les arrondissements autres que celui dans lequel est installé son siège principal d'activités, d'une antenne fonctionnelle reconnue par le Ministre. »

§ 2. Le 2^o alinéa de l'article 11 du même arrêté est modifié comme suit :

« Pour pouvoir bénéficier d'une contribution complémentaire de la Communauté française, le Centre local doit établir une évaluation chiffrée des moyens propres que ses membres consacrent au fonctionnement du Centre local s'inscrivant dans la logique du Programme quinquennal de promotion de la santé, et une justification de la contribution complémentaire sollicitée, selon le modèle fixé en annexe.

Lorsque les moyens propres consacrés au fonctionnement du Centre local consistent en une mise à disposition de personnel, une convention, dont le modèle est fixé par le Ministre, est établie conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise à disposition de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, précise les modalités de mise à disposition et son évaluation chiffrée; cette convention porte sur la durée de la convention, les liens entre l'employeur et le travailleur et entre le travailleur et le Centre local, les modalités de rémunération, le régime, les horaires et le lieu de travail, et la responsabilité du Centre local en matière d'obligations sociales et fiscales incombant généralement à l'employeur. »

Art. 8. A l'article 13, 6° du même arrêté, les mots « , ou en coordination avec les services du Gouvernement s'il s'agit d'un programme à vocation communautaire » sont supprimés.

Art. 9. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Toute demande de subvention d'un programme d'action ou de recherche est adressée au Ministre, avec copie au fonctionnaire général. La demande est également transmise, s'il s'agit d'un programme à vocation locale, au directeur du centre local concerné, pour information.

§ 2. La demande est introduite selon un canevas de rédaction des demandes de subventions de programmes d'action ou de recherche de promotion de la santé, approuvé par le Ministre.

Ce canevas comprend :

1°. un descriptif du promoteur et de son projet sous la forme d'une synthèse permettant de situer les principaux éléments du dossier;

2°. les différentes composantes du projet et leur argumentation : analyse de la problématique et du public, objectifs, analyse et propositions de stratégie, de méthode et de ressources, description des activités, évaluation, diffusion et budget prévisionnel. »

Art. 10. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les 15 jours suivant les quatre dates annuelles de remise des dossiers déterminées par le Ministre, le fonctionnaire général s'assure de la recevabilité administrative de chacun des dossiers, en se basant sur le contenu de la demande telle que prévue aux articles 13 et 14, § 2, et transmet l'ensemble des dossiers jugés recevables au Conseil supérieur ou à la Commission d'avis des projets locaux, en application de l'article 16, alinéa 1^{er}, du décret.

Dans un délai de 45 jours à dater des dates de réception des dossiers par l'organe d'avis, l'organe d'avis transmet au fonctionnaire général, pour chaque programme, sa proposition motivée d'accorder ou de ne pas accorder une subvention, et le fonctionnaire général transmet le dossier complet au Ministre avec son avis.

La proposition motivée visée à l'alinéa précédent doit être fondée sur des critères prédéterminés, et notamment sur les données de la grille d'appréciation visée à l'article 3, alinéa 2. »

Art. 11. Le 1^{er} alinéa de l'article 16 du même arrêté est modifié comme suit :

« Le Gouvernement décide de l'octroi ou du refus d'octroi des subventions, dans les 30 jours qui suivent la date de réception des propositions visées à l'article 15. »

Art. 12. La troisième phrase du § 1^{er} de l'article 18 du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« Ces documents justificatifs comprennent au minimum chaque année :

1° le compte détaillé des recettes et des dépenses relatives aux activités pour lesquelles la subvention est octroyée;

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°;

3° un rapport d'activités. »

Art. 13. L'annexe 1 du même arrêté est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 14. L'annexe 2 du même arrêté est abrogée.

Art. 15. Les dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté ne sont pas applicables aux demandes de subventions introduites sur base des articles 12 à 17 avant le 31 octobre 2002.

Art. 16. L'article 6 du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 17. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution

Subvention d'un Centre local de promotion de la santé

Demande de contribution complémentaire (article 14, § 2, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française)

1° Renseignements administratifs

Intitulé du Centre local de promotion de la santé demandeur

Adresse du siège social

Téléphone

Personne mandatée par le pouvoir organisateur

Adresse du siège d'activité

Coordonnateur de l'équipe

Téléphone, télécopie, courrier électronique

Adresse(s) de la ou des antenne(s) éventuelle(s)

2° Présentation globale des recettes et dépenses envisagées par les CLPS dans le cadre de leurs installation et fonctionnement.

	RECETTES	DEPENSES
Moyens propres :		
. Personnel (à détailler : noms, temps de prestation, coût annuel);		
. Matériel (à détailler; amortissement annuel);		
. Locaux (à détailler; coût annuel);		
. Autres frais de fonctionnement (à détailler; coût annuel);		
. Apport financier (à détailler - ex : subventions, contributions des membres,...; coût annuel);		
<i>Sous-totaux :</i>		
- Subvention de base C.F.		
- Subvention C.F. pour antenne(s)		
- Contribution complémentaire		
- Personnel (à détailler : noms, temps de prestation, coût annuel);		
- Fonctionnement (à détailler : coût annuel, amortissement annuel du matériel,...)		
<i>Sous-totaux :</i>		
<i>Totaux :</i>		

Vu pour être annexé à l'arrêté du 17 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française et certaines mesures de son exécution.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

N. 2002 — 3460

[C — 2002/29440]

17 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1997, van 17 juli 1998 en 11 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 1998, 16 juli 1998 en 8 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie voor Financiën, gegeven op 18 december 2001 en 15 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2001 en 17 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 32.786/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, wordt als volgt aangevuld :

« 6°. Adviescommissie voor lokale projecten : adviesorgaan zoals bepaald bij artikel 12 van het decreet;

7°. Ambtenaar-generaal : directeur-generaal die de Algemene Directie voor gezondheid van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap leidt. »

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit, wordt de tweede zin van het eerste lid als volgt gewijzigd :

« Tenzij door dit besluit anders wordt bepaald, worden deze adviezen of voorstellen aan de Minister meegedeeld binnen de 45 dagen volgend op de datum waarop het dossier bij de Hoge Raad aanhangig werd gemaakt. »

Art. 3. In artikel 4 van datzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 4. § 1. In datzelfde besluit wordt een hoofdstuk *IIbis* ingevoegd tussen de hoofdstukken II en III, luidend als volgt :

« Werking van de Adviescommissie voor lokale projecten ».

§ 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5bis*. De Adviescommissie voor lokale projecten is samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk lokaal centrum; het beheersorgaan van elk lokaal centrum stelt ter goedkeuring aan de Minister een werkend lid en een plaatsvervangend lid voor, voor een periode van twee jaar; het plaatsvervangend lid zetelt slechts bij afwezigheid van een van de werkende leden.

De commissie stelt haar voorzitter en ondervoorzitter aan; de ondervoorzitter neemt de plaats in van de voorzitter wanneer deze laatste onbeschikbaar is.

De voorzitter kan, op voorstel van de commissie, afzonderlijk één of meerdere externe deskundigen uitnodigen.

De ambtenaar-generaal of zijn vertegenwoordiger wordt op elke vergadering van de commissie uitgenodigd.

De commissie beraadslaagt en beslist geldig bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, voor zover minstens de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Dit quorum is evenwel niet meer vereist voor de punten van de agenda waarvan het onderzoek is uitgesteld omdat dat quorum niet bereikt was bij een vorige vergadering.

De Adviescommissie voor lokale projecten stelt zijn huishoudelijk reglement vast binnen de drie maanden na haar installatie en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister.

Een forfaitaire vergoeding van 12,50, 10 en 9 euro wordt respectievelijk aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de commissie toegekend voor elke vergadering die ze bijwonen.

De hierboven bedoelde personen hebben eveneens recht op terugbetaling van hun reiskosten, volgens de tarieven vastgesteld door de betrokken reglementering van toepassing op het personeel van rang 10 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8bis*. De Minister kan, op de gemotiveerde aanvraag van de Hoge Raad, de termijnen verlengen die op deze worden opgelegd overeenkomstig de artikelen 6 tot 8. »

Art. 6. Artikel 9 van datzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Gedurende de periode waarvoor ze een erkenning genieten en binnen de perken van de beschikbare kredieten, genieten de Gemeenschapsdiensten en de Lokale centra jaarlijkse subsidies.

Deze subsidies kunnen aangewend worden :

1° om het personeel te bezoldigen dat aangeworven en tewerkgesteld is door de inrichtende macht van het Lokaal centrum of van de Gemeenschapsdienst als werkgever, volgens de barema's toepasselijk op het personeel van de diensten van de Regering met gelijk ambt en gelijke anciënniteit;

2° om de kosten van het gedetacheerd personeel terug te betalen; de modaliteiten voor de detachering worden bepaald in een overeenkomst, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld; deze overeenkomst betreft taken die toevertrouwd zijn aan het gedetacheerd personeel, het stelsel, de uurroosters en de werkplaats, de rechten inzake geldelijke anciënniteit en het bedrag voor de terugbetaling volgens de barema's toepasselijk op het personeel van de Franse Gemeenschap met gelijk ambt en gelijke anciënniteit;

3° om de werkingskosten te dekken; deze kosten zullen slechts mogen worden gesubsidieerd als ze onmiddellijk verbonden zijn aan de toegewezen opdrachten; ze zullen de 25 % van de toegekende bedragen niet kunnen overschrijden, behoudens afwijking gemotiveerd in het besluit houdende rekening met de subsidie; wat betreft de uitrustingskosten kan slechts de afschrijving op de subsidie worden aangerekend, in de werkingskosten. »

Art. 7. § 1. De eerste zin van lid 1 van artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De basissubsidie toegekend aan elk Lokaal centrum voor gezondheidspromotie, wordt vastgelegd op 80.565 euro, vermeerderd met 18.592 euro als het Lokaal centrum meer dan een arrondissement bestrijkt en beschikt over een functionele antenne erkend door de Minister, in het of de arrondissement(en) die niet dezelfde zijn als hetgeen waar zijn hoofdzetel gevestigd is. »

§ 2. Het 2° lid van artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Om een bijkomende bijdrage van de Franse Gemeenschap te kunnen genieten, moet het Lokaal centrum een evaluatie op grond van cijfers opstellen van de eigen middelen die de leden besteden aan de werking van het Lokaal centrum die in de logica van het vijfjarenplan voor gezondheids promotie liggen en een verantwoording van de gevraagde bijkomende bijdrage volgens het model bepaald in bijlage.

Wanneer de eigen middelen, die besteed worden aan de werking van het Lokaal centrum, bestaan in de terbeschikkingstelling van het personeel, wordt een overeenkomst opgesteld waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de bepalingen van artikel 32 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, die de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling en de evaluatie ervan doormiddel van cijfers bepaalt. Deze overeenkomst betreft de duur van de overeenkomst, de banden tussen de werkgever en de werknemer en tussen de werknemer en het Lokaal centrum, de bezoldigingsbepalingen, het stelsel, de uurrosters en de werkplaats en de aansprakelijkheid van het Lokaal centrum inzake de gewoonlijke sociale en fiscale verplichtingen van de werkgever. »

Art. 8. In artikel 13, 6°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « , of in coördinatie met de diensten van de Regering, wanneer het een programma op Gemeenschapsniveau betreft », geschrapt.

Art. 9. Artikel 14 van datzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Elke aanvraag om subsidie voor een actie- of onderzoeksprogramma moet naar de Minister gericht worden met een kopie aan de ambtenaar-generaal. De aanvraag is eveneens doorgestuurd, indien het een lokaal programma betreft, naar de directeur van het betrokken lokaal centrum, voor informatie.

§ 2. De aanvraag wordt ingediend volgens een model voor het opstellen van de aanvragen om subsidiëring van actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheids promotie, dat door de Minister wordt goedgekeurd.

Dat model bevat :

1°. Een beschrijving van de promotor en van zijn project in de vorm van een synthese die hem de mogelijkheid biedt de voornaamste elementen van het dossier te situeren.

2° de verschillende elementen van het project en hun argumentering : onderzoek van het probleem en het publiek, doelstellingen, analyses en strategie-, methode- en middelenvoorstellen, beschrijving van de activiteiten, evaluatie, verspreiding en voorbegrotingsvooruitzichten. »

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de 14 dagen na de vier jaarlijkse data voorzien voor het indienen van de dossiers die bepaald worden door de Ministers, vergewist de ambtenaar-generaal zich van de administratieve ontvankelijkheid van elk dossier, door zich te baseren op de inhoud van de aanvraag zoals bepaald in de artikelen 13 en 14, § 2, en zendt het geheel van de dossiers die als ontvankelijk geacht zijn door naar de Hoge Raad of de Adviescommissie voor Lokale projecten, bij toepassing van artikel 16, lid 1, van het decreet.

Binnen een termijn van 45 dagen vanaf de data van ontvangst van de dossiers door het adviesorgaan, zendt het adviesorgaan aan de ambtenaar-generaal voor elk programma zijn met redenen omkleed voorstel door om een subsidie al dan niet toe te kennen en de ambtenaar-generaal zendt het volledige dossier door aan de Minister met zijn advies.

Het gemotiveerde voorstel bedoeld in het vorige lid moet gegronnd zijn op vooraf bepaalde criteria en inzonderheid op de gegevens van het beoordelingsrooster bedoeld in artikel 3, lid 2. »

Art. 11. Het 1ste lid van artikel 16 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De Regering beslist over de toekenning of de weigering van de toekenning van subsidies, binnen de 30 dagen volgend op de ontvangst van de voorstellen bedoeld in artikel 15. »

Art. 12. De derde zin van § 1 van artikel 18 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Deze bewijsstukken omvatten ten minste elk jaar :

1° de gedetailleerde ontvangsten- en uitgavenrekening betreffende de activiteiten waarvoor de subsidie wordt toegekend;

2° de bewijsstukken betreffende alle uitgaven bedoeld in 1°;

3° een activiteitenverslag. »

Art. 13. Bijlage 1 van datzelfde besluit wordt door de bijlage bij dit besluit vervangen.

Art. 14. Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. De bepalingen van de artikelen 9 en 10 van dit besluit zijn niet van toepassing op de aanvragen om subsidies ingevoerd op basis van de artikelen 12 tot 17 voor 31 oktober 2002.

Art. 16. Artikel 6 van dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL